



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Le Premier Ministre

Discours de Monsieur le Premier ministre devant le Parlement européen

Strasbourg, le 30 mai 2018

Monsieur le président du Parlement européen,
Monsieur le président de la Commission
européenne,
Mesdames et Messieurs les Députés européens,
Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement honoré de m'inscrire
aujourd'hui dans la série des chefs d'Etat et de
gouvernement de l'Union européenne
s'adressant à la plénière du Parlement européen
pour débattre ensemble de l'avenir de l'Europe.

M'adresser à vous ici à Strasbourg m'est
d'autant plus cher que cette ville occupe une
place particulière dans l'histoire de l'intégration
européenne. J'ai la chance d'appartenir à la
génération de ceux qui n'ont pas vécu la seconde
guerre mondiale et les années d'après-guerre.
L'Union européenne a donné à nos pays la plus
longue période de paix jamais connue sur notre
continent.

Vivre en paix, cela peut paraître comme un
constat banal, mais la paix n'est jamais banale.

L'Europe est un vieux continent composé de pays et régions riches en culture et en histoire. C'est la diversité de son patrimoine qui fait la beauté de l'Europe. Toute architecture politique européenne doit tenir compte de cette diversité. Le fait que le Parlement européen se réunit en plénière à Strasbourg, l'une des trois capitales européennes, à côté de Luxembourg et Bruxelles, est symbolique à cet égard.

Ce fut d'ailleurs lors du Conseil européen de Strasbourg en décembre 1989, quelques semaines après la chute du Mur de Berlin, que les dirigeants de l'époque, des personnalités comme Helmut Kohl, François Mitterrand ou encore Hans-Dietrich Genscher ont pris en main le destin de l'Europe de la guerre froide en lançant les bases pour la réunification européenne, allant de pair avec la réunification allemande.

Je renvoie à cette période de la fin des années 80' du siècle dernier, comme ce fut une époque où le monde traversa de grands changements. Lors dudit Conseil de Strasbourg l'appel fut

lancé pour nous mettre en route vers l'Union européenne.

Cet appel me semble toujours d'actualité, surtout à un moment lorsque le monde est soumis à nouveau à de grands changements. Je pense notamment à l'imprévisibilité de certains de nos partenaires, mais aussi au risque de perte de compétitivité européenne dans un monde globalisé.

Notre continent a besoin d'être davantage uni pour être en mesure de protéger ses citoyens et créer son avenir. Les conclusions de décembre 1989 me semblent ainsi toujours valables, pour n'en citer qu'un extrait « ... *Il est dans l'intérêt de tous les Etats européens que la Communauté se renforce et accélère sa marche vers l'Union Européenne* ».

Trente ans plus tard, accélérons donc à nouveau notre marche vers l'Union européenne. Et accélérons-la surtout dans les domaines où nos citoyens nous le demandent. Rendons notre

Union plus forte et capable de répondre aux défis actuels.

Dans ce contexte, le dialogue citoyen doit être cultivé. Les consultations citoyennes, proposées par le Président Macron, constituent un débat important pour impliquer les citoyens et identifier leurs préoccupations, espoirs et attentes. Le Luxembourg est parmi les pays qui se sont joints à cette initiative. J'ai moi-même lancé les premières consultations au Luxembourg le 20 avril dernier.

Je préconise une action de l'ensemble des Etats membres pour répondre aux attentes des citoyens. Mais si cette unité ne peut pas être trouvée quand l'action est requise, je rappelle que nous disposons dans les Traités, d'outils qui nous permettent d'avancer à plusieurs, à savoir la possibilité d'agir dans le cadre de la coopération renforcée.

Défis de 2018

Tout comme la chute du Mur de Berlin avait donné le coup d'envoi pour accueillir en notre sein les nations européennes desquelles nous étions artificiellement séparés depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, la crise des réfugiés de l'année 2015 et le référendum britannique quelques mois plus tard sont des évènements qui demandent un nouvel élan.

Pour ma part, je suis convaincu que les évènements successifs des dernières années, le printemps arabe, la guerre en Libye, la crise des réfugiés, l'insécurité croissante dans la région du Sahel, et surtout la guerre en Syrie, sans oublier les actes terroristes dans nos villes, marquent un tournant qui appelle à un renforcement de l'action de l'UE.

Nous devons nous doter du même courage que nos prédécesseurs et prendre les décisions qui s'imposent face à ces défis pour maintenir une Europe politiquement et économiquement forte, libre et ouverte sur le monde.

L'UE comme vecteur de réponse à ces défis

A la sortie du dernier conflit mondial causé par les nationalismes exacerbés, le Luxembourg a saisi avec ses voisins l'opportunité de figurer parmi les pays fondateurs de l'Union européenne. Cette chance historique nous a permis d'avoir une perspective sur l'Europe qui est celle d'un Etat qui a participé à l'évolution de l'UE au fil du temps.

Pour nous, le choix de l'Europe a été, à chaque étape, un choix dicté par nos convictions, le choix d'un Etat européen qui définit sa souveraineté nationale aussi à travers, voire grâce, à son appartenance à l'Union.

Aujourd'hui, paradoxalement des forces populistes font appel à la seule souveraineté nationale pour assurer le salut de l'Europe. Or, c'est justement l'Union européenne qui protège plus que jamais notre souveraineté dans un monde globalisé.

Mr. President, honorable members of the European parliament,

The European Union provides added value to European citizens in countless instances, improving their daily lives. However, one of the greatest challenges the Union faces today is the fact that these advantages, resulting from a country's membership in the Union, are simply taken for granted.

It is therefore not a coincidence in my view that so many UK citizens living in my country have been applying for Luxembourg citizenship, since the Brexit referendum. Many others have apparently been doing the same in other Member states.

These applications for citizenship by British citizens are proof of the huge added value of the public goods and services created by the European Union – which these citizens do not want to abandon, most obviously the four freedoms.

Sehr geehrter Herr Präsident,

Unsere Bürger verlangen ein weltoffenes und tolerantes Europa, in dem jede Frau und jeder Mann die gleichen Chancen hat, unabhängig von Religion, Hautfarbe oder sexueller Orientierung. Nur so wird die Europäische Union dazu beitragen können Lösungen für die globalen Probleme unserer Zeit zu finden; Probleme welche die europäischen Nationalstaaten alleine nicht mehr schultern können.

Ich denke hier unter anderem an den Klimawandel. Die Verhandlungen zum Pariser-Klimaschutzabkommen haben gezeigt, dass die EU eine treibende Kraft sein kann bei der Suche nach Lösungen zu globalen Problemen.

Auch zu globalen Fragen der Nicht-Verbreitung von Massenvernichtungswaffen kann die EU eine tragende Rolle einnehmen, wie die letzten Wochen gezeigt haben. Genauso fragt die sich weltweit ändernde Demographie sowohl nach globalen als auch nach europäischen Antworten.

Fragen der Migration des 21. Jahrhunderts sind keine nationalen Fragen.

Ich bin überzeugt, dass die Europäische Union eine, ja sogar die Antwort auf diese globalen Herausforderungen darstellt. Nur eine europäische Antwort kann die Sicherheit und das Allgemeinwohl unserer Bürger auch im 21. Jahrhundert gewährleisten.

An dieser Stelle, möchte ich auch ausdrücklich den Einsatz der Europäischen Kommission, und insbesondere von Kommissarin Malmström, für einen freien und offenen Welthandel, im Einklang mit den Regeln der Welthandelsorganisation, begrüßen.

Unsere Bürger wollen teilhaben am Wirtschaftswachstum und am Wohlstand. Die Weltwirtschaftslage ist im Moment positiv, das Wachstum hat sich in allen EU Mitgliedstaaten eingefunden.

Deshalb ist jetzt auch der richtige Zeitpunkt die Wettbewerbsfähigkeit Europas zu stärken.

Der europäische Binnenmarkt ist in diesem Zusammenhang eine Grundvoraussetzung damit unsere Unternehmen global wettbewerbsfähig sind und bleiben. Der Euro ist wiederum eine Grundvoraussetzung für einen gut funktionierenden EU Binnenmarkt.

Deshalb ist es auch von strategischer Bedeutung, die Vertiefung der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion weiterhin voranzutreiben.

Am letzten Freitag haben die Finanzminister der EU, mit proaktivem Einsatz von Luxembourg, zur Verstärkung der Banken Union eine Übereinstimmung gefunden und so die richtigen Weichen gestellt zur Vertiefung der Wirtschafts- und Währungsunion, zu der sich die Staats und Regierungschefs im nächsten Juni verpflichtet haben.

Der Euro und der Binnenmarkt bedingen sich gegenseitig, und in gleichem Masse bedingen sich auch die Wirtschaft und Währungsunion, als zwei Seiten der gleichen Medaille.

Die Vertiefung des EU-Binnenmarktes ist deshalb auch weiterhin eines unserer Hauptanliegen. Hierbei denke ich vor allem an die Schaffung eines digitalen EU-Binnenmarktes.

Es wäre inkohärent auf der einen Seite eine europäische Umsatzsteuer für Internet-Unternehmen anzustreben, wenn wir andererseits noch nicht einmal über einen einheitlichen digitalen EU-Binnenmarkt verfügen.

Ebenfalls, sollten wir kurzfristige Zwischenlösungen vermeiden, die dauerhafte Beschlüsse noch schwieriger machen.

Um Missverständnissen vorzubeugen: ich befürworte eine faire Besteuerung der Profite von Internetunternehmen.

Nur sollte eine solche Besteuerung im Einklang sein mit der Notwendigkeit der Erhaltung und der Verstärkung der globalen Wettbewerbsfähigkeit der EU. Deswegen

erscheint mir hier die Zusammenarbeit mit der OECD sehr wichtig.

Was mir bei den Diskussionen zur Besteuerung von digitalen Unternehmen, die sogenannten GAFAs, auch zu denken gibt, ist der Umstand, dass eine große Anzahl dieser Unternehmen ihren technologischen Ursprung in Ländern außerhalb der EU haben.

Wir reden übrigens oft über steuerliche Harmonisierung in der Europäischen Union. Der Binnenmarkt benötigt sicher eine gewisse Harmonisierung, auch im steuerlichen Bereich.

Was mich sorgt, ist allerdings der Eindruck, dass das Wort "Steuerharmonisierung" seit Jahren und für viele Gesprächspartner oft gleichlautend mit dem Wort „Steuererhöhung“ ist.

Sollten wir im Steuerbereich - wenn wir schon harmonisieren wollen - nicht im Interesse der globalen Wettbewerbsfähigkeit und der Steuerzahler der Europäischen Union auch über Steuersenkungen nachdenken?

Und glauben Sie mir, ich rede hier keinem Steuerdumping das Wort, aber die globale Wettbewerbsfähigkeit der Europäischen Union liegt mir sehr am Herzen.

Die augenblickliche Diskussion der Besteuerung von Internetunternehmen zeigt aber auch, dass wir mehr in Innovation und in die Finanzierung von Start-ups investieren müssen.

Volkswirtschaftlich gesehen sind in einem gemeinsamen und offenen europäischen Binnenmarkt die Defizite der einen die Überschüsse der anderen.

Ich befürworte keine Vergemeinschaftung der Schulden oder notleidender Kredite, aber ich bin mir in einem gemeinsamen Markt unserer Verantwortung für das Allgemeinwohl auf europäischer Ebene bewusst.

Zu starke Ungleichgewichte zwischen den einzelnen Partnern im Binnenmarkt sind auf Dauer der notwendigen volkswirtschaftlichen Stabilität in Europa nicht förderlich.

Monsieur le Président,

L'Europe ne se limite cependant pas à son marché commun. Pour paraphraser Jacques Delors, on ne tombe pas amoureux du marché commun. Nous devons aussi parallèlement œuvrer en faveur d'un modèle social européen qui favorise une convergence sociale vers le haut parmi les Etats membres.

Ici, je salue donc le vote de la Plénière de hier, suite à l'accord en mars dernier, du Parlement et du Conseil, sur la révision de la directive sur le détachement des travailleurs dans le marché intérieur.

Il s'agit d'un pas important dans la direction de la lutte contre le dumping social.

De même, j'espère qu'un accord sur la législation sociale pour le secteur du transport routier, législation qui permet une telle convergence sociale vers le haut tout en tenant compte des spécificités de ce secteur, pourra être trouvé avant la fin de cette législature.

A ce titre, je salue aussi la proposition du Président de la Commission de créer une Autorité européenne du Travail pour renforcer la coopération transfrontalière et la lutte contre les fraudes et abus.

Monsieur le Président,

Seule une économie et une union monétaire européennes fortes peuvent générer des emplois et des impôts pour financer des modèles européens modernes de protection sociale.

L'approfondissement de l'Union économique et monétaire ne doit pas se limiter aux seuls aspects budgétaires. Le renforcement de la compétitivité et de la productivité au niveau européen, ainsi que la mise en place d'un véritable espace européen de l'innovation, sont des facteurs de convergence qui faciliteront à terme, j'en suis convaincu, la gestion commune dans le domaine budgétaire.

Une Europe compétitive, prospère et ouverte sur le monde sera le meilleur garant pour protéger le modèle social européen.

Finale­ment, tout approfondissement de l'Union économique et monétaire passera tôt ou tard aussi par l'élargissement de la zone Euro. A l'exception de deux Etats membres, les traités de l'UE prévoient une adhésion de tous les Etats membres à l'Euro.

L'adoption de la monnaie commune est donc un principe juridique incontournable dans la mise en œuvre des Traités. Toutefois, il faut agir sans précipitation, en tirant notamment les enseignements de l'expérience des dernières années, et veiller à la productivité et à la compétitivité de l'ensemble des pays membres de la zone Euro.

Le prochain cadre financier pluriannuel devra donc aussi refléter le besoin de convergence économique en se focalisant entre autres davantage sur le domaine de l'innovation. Dans

ce sens, je salue les propositions de la Commission qui constituent une bonne base de discussion.

Je suis aussi heureux de l'attention conférée au programme Erasmus. Nous devons continuer à augmenter la mobilité des jeunes, tant sur le plan universitaire que dans le cadre de la formation professionnelle.

Dans un même ordre d'idées, et sans vouloir entrer dans le détail, je crois à la valeur ajoutée des fonds de cohésion. Cela dit, le moment me semble venu pour mener une réflexion dans un esprit de solidarité sur le meilleur usage à faire de ces fonds. Il me semble important que les fonds de cohésion soient utilisés de façon encore plus transparente dans le respect des principes de l'Etat de droit.

Changements institutionnels

M. le Président,

Avant d'aborder les attentes de nos citoyens en matière d'action extérieure de l'Union,

permettez-moi une parenthèse concernant l'organisation interne de l'Union.

Il est évidemment légitime de discuter de l'organisation interne de l'Union, d'une Europe fédérale ou d'une Europe des patries, de la répartition du pouvoir entre ses institutions.

Je ne vous cache pas que je suis un tant soit peu hésitant à l'égard des débats institutionnels. Ces discussions, aussi importantes qu'elles ne soient, n'enthousiasment guère nos citoyens.

Le changement institutionnel doit être lié à la poursuite d'objectifs politiques concrets répondant aux besoins des citoyens et à leurs aspirations. C'est la valeur ajoutée concrète qui doit constituer le fil rouge en matière de changement institutionnel.

Ici, et permettez-moi de le dire: j'ai des difficultés à comprendre la plaidoirie de la part d'aucuns en faveur des seuls « Spitzenkandidaten », si un tel processus ne se base pas à l'avenir sur des listes transnationales.

Le concept du « Spitzenkandidat » ne trouve-t-il pas son corollaire dans la mise en place de listes transnationales dont la tête de liste, le « Spitzenkandidat » se présente devant les électeurs au cours des élections européennes ? La réflexion est lancée, et je suis heureux qu'elle le soit.

Action extérieure de l'Union

Mr. President,

The citizens that You and I represent expect the Union to contribute to their safety and security from internal and external threats.

Notwithstanding our internal challenges in numerous policy domains, it seems to me that the largest crises were imported from outside the European Union. The refugee crisis was triggered by a worsening security situation in the Middle East and the Sahel region, to which the wars in Libya and Syria have contributed.

The dramatic events of summer and autumn 2015 when hundreds of thousands of refugees have been fleeing war, on a scale not seen in Europe since 1945, are obvious evidence that no European nation state is able to cope with such tragedies on its own. In that respect, I deeply regret the opposition by some EU Member states to carrying their share of the burden in a spirit of solidarity.

In the age of globalization, European solidarity is even more important than it was before.

By the way, in any relationship, solidarity is a concept that should not be qualified. We need to stand together in solidarity and not try to introduce concepts like flexible solidarity, which at the end of the day will result in a reciprocal lack of solidarity.

Sehr geehrter Herr Präsident,

Denn, wie heißt es doch so schön in Goethes Faust: *„Nichts Bessers weiß ich mir an Sonn- und Feiertagen, Als ein Gespräch von Krieg und*

Kriegsgeschrei, Wenn hinten, weit, in der Türkei, Die Völker aufeinander schlagen. Man steht am Fenster, trinkt sein Gläschen aus, Und sieht den Fluss hinab die bunten Schiffe gleiten, Dann kehrt man abends froh nach Haus, Und segnet Fried und Friedenszeiten“.

Diese faustische Passage illustriert den Wandel der Zeit. Die Türkei, Syrien, Libyen, der gesamte südliche Mittelmeerraum, als auch Russland oder die Ukraine sind in der heutigen globalisierten Welt unsere direkten Nachbarn. Diese Länder sind weder „hinten“ noch „weit“ weg. Es sind unsere Nachbarn, und nur eine globale einheitlich aufgestellte Außenpolitik der Europäischen Union kann hier Einfluss nehmen.

Nationalgrenzen verlieren in diesem Zusammenhang ihren Sinn, oder anders ausgedrückt eine nationale luxemburgische Grenze kann nur an den EU Außengrenzen geschützt werden. Die Bürger verlangen zu Recht Taten.

Frontex ist von größter Bedeutung, nicht weil ich die EU Außen-grenzen schließen will, sondern weil ein starker europäischer Grenzschutz zur Sicherheit der Europäischen Union und der Wahrung unserer Werte unabdingbar ist. Auch hier begrüße ich die Finanzierungsvorschläge der Kommission. Ich bin überzeugt, dass die europäischen Bürger bereit sind eine europäisch garantierte Sicherheit an den Außengrenzen zu finanzieren.

Sicherheit ist genauso wie die Reisefreiheit und die Freizügigkeit ein gewichtiges europäisches Gut. Reisefreiheit à la Schengen und der Schutz der Außengrenzen bedingen sich gegenseitig.

Mehr Europa und größere EU-Budgets, welche auch die nationalen Budgets entlasten, sind hier stark von Nöten. Hier, an dieser Stelle, begrüße ich auch ausdrücklich, dass jeder EU Bürger überall auf der Welt den konsularischen Schutz aller anwesenden europäischen Konsulate genießt.

Monsieur le Président,

La crise migratoire de 2015 a montré que l'Union européenne doit redoubler d'efforts non seulement pour sécuriser ses frontières extérieures, mais aussi de façon générale pour renforcer ses politiques dans la dimension extérieure comme les Affaires étrangères, la Défense et la Coopération au développement, sans oublier une politique commune en matière d'asile et d'immigration.

Ce ne sera qu'à travers la mise en commun des souverainetés nationales que nous saurons assurer notre souveraineté.

Ayons le même courage que nos prédécesseurs en 1989 lorsqu'ils se sont mis en marche pour réunifier l'Europe et assurons en commun notre sécurité et nos frontières. Je suis aussi convaincu que nous dépenserons moins tous ensemble, si nous mettons nos efforts en commun, ceci en raison des gains d'efficience et des synergies que nous réaliserons.

Le même principe vaut pour la Défense. Le Luxembourg est un pays qui a la chance d'être entouré aujourd'hui par des pays amis desquels n'émane aucune menace pour sa sécurité; bien au contraire.

De par son histoire, le Grand-Duché de Luxembourg ne saurait être soupçonné de vouloir pousser l'Union dans une direction autre que celle de soutenir la paix. Nous croyons aux vertus du multilatéralisme et du droit international, de la diplomatie et de la coopération au développement.

Cela dit, je suis convaincu que c'est dans l'intérêt des citoyens des Etats de l'Union de faire davantage pour arriver à une coopération beaucoup plus étroite dans le domaine des relations extérieures. Dans ce contexte, je plaide notamment en faveur d'une mise en œuvre rapide de la Coopération structurée permanente lancée en marge du Conseil européen du 14 décembre 2017.

Dans le même ordre d'idées, j'estime que la coopération devra être approfondie dans le domaine de la politique extérieure. L'objectif doit être que l'UE ait une voix plus forte au profit de la paix qui est une valeur fondamentale, car la guerre est la négation des droits de l'Homme. A cause de son histoire, l'Europe doit être un rempart contre la dictature et la barbarie.

Les valeurs européennes, telles que nous les avons consacrées dans les Traités, constituent d'ailleurs le consensus fondamental entre les Etats membres. Elles sont notre socle dans nos relations avec le reste du monde.

Finalement, je demeure intimement convaincu que la coopération au développement constitue le meilleur rempart pour lutter contre les causes profondes de l'insécurité. Le Luxembourg consacre 1% de son RNB à la coopération au développement dont une part croissante va dans les pays de la région du Sahel. Un concept large de la sécurité européenne doit inclure le volet de la coopération au développement.

J'ai parlé de nos valeurs communes, je ne pourrais pas terminer mon intervention sans mentionner l'importance que j'attache à la liberté de la presse, une composante essentielle de la démocratie. Au cours de l'année écoulée plusieurs dizaines de journalistes ont été assassinés. Deux d'entre eux au sein même de notre Union. C'est une situation qui me préoccupe au plus haut degré. Il importe que l'Union européenne continue à défendre et à promouvoir la liberté de la presse.

En conclusion, accélérons notre marche vers l'Europe avec confiance et audace. Notre monde est en changement et l'Union européenne constitue la meilleure garantie pour notre souveraineté collective et l'épanouissement de nos citoyens.